

# Clarté

**JOURNAL D'OPINIONS ET D'ACTION POPULAIRE**

Pour le Relèvement social, économique et politique de notre peuple

## LA VAGUE DE LA REACTION DEFERLE A MONTREAL ASSEMBLEES INTERDITES - DROITS DE PAROLE VIOLES

### Les protestations se dressent unanimes au "Forum Populaire"

Discours de MM. Alfred Costes, R. L. Calder, C. R. et F. X. Poirier.

Le Forum Populaire avait à sa tribune Dimanche soir dernier, trois personnalités éminentes qui ont non seulement intéressé leur public, mais leur faire partager de grandes émotions populaires.

Mr. Alfred Costes, député français et chef éminent du mouvement ouvrier en France, est venu nous exposer ce qu'il n'avait pu dire à la population de Montréal, à cause de l'interdiction du meeting de l'Aréna Mont Royal le Vendredi d'avant. Dans sa lettre au maire Raynault, Mr. Costes avait fait une mise au point de l'ensemble de toute cette question. Il en a développé la thèse devant l'auditoire du Forum Populaire. Il l'a fait non seulement avec un talent brillant d'orateur mais avec une émotion qui a touché profondément les centaines d'auditeurs qui suivaient avec passion les arguments de M. Costes, et qui ont reconnu en lui, le vrai frère de notre grande race française. Mr. Costes a dit son espoir du jour prochain de la victoire de toutes les libertés et du salut du Canada français. Il a fait l'histoire du Front Populaire en France, et des grandes batailles syndicales de l'année dernière. Il nous a raconté comment s'est développée cette "grève sur le tas" dont il fut un des inventeurs. Il a montré combien le ralliement démocratique et l'unité de tous les travailleurs, catholiques et autres, tous unis sur un programme économique, était la seule barrière contre le fascisme meurtrier d'hommes et d'idées. Il a terminé dans un salut d'au revoir à ses frères du Canada car il nous reviendra un jour pour reprendre cette belle besogne de mieux faire connaître la vraie France aux canadiens français. Il a quitté l'assemblée, pour prendre quelques instants après le train de New York et repartir, après quelques jours de conférences aux Etats Unis, dans son pays. Jean Péron, qui avait présenté l'orateur, le remercia en des paroles élevées. L'auditoire les confirma d'acclamations sans fin. Mr. R.L. Calder, C.

R. prit ensuite la parole. Nous donnons le fond de son brillant discours dans la colonne, où nous traitons de la démarche de la Société des Droits de l'Homme auprès du maire Raynault. Nous tenons à répéter ici l'accueil enthousiaste des paroles de Me. Calder, qui a su, lui à son tour, faire vibrer son auditoire. Son discours fut un chef d'oeuvre de bon sens et de justesse, et quand il annonça les poursuites contre les réels fauteurs de désordre à Montréal, les acclamations éclatèrent frénétiques.

Ce fut ensuite le tour d'un combattant canadien, retour d'Espagne, Mr. F. X. Poirier de Rosemont, qui nous fit un bref historique du bataillon Mackenzie-Papineau, et nous prouva avec de sérieux arguments que la victoire des loyalistes d'Espagne sur les rebelles fascistes de Franco sera la certitude de bientôt. Mr. Poirier fit un appel pour un généreux Noël, en faveur des Canadiens combattant en Espagne. Il faut, dit-il, que le bateau canadien que l'on projette d'expédier à cette occasion, soit plein à refus de chaussures, vêtements, livres, tabacs, cigarettes, chocolat... en un mot de toutes choses tant attendues par nos Canadiens, défenseurs de la cause de la démocratie et du salut de l'humanité en Espagne. Nous sommes sûrs que le peuple de Montréal, ayant entendu Mr. Poirier répondra généreusement à son vibrant appel.

Après ces trois superbes interventions à la tribune du Forum Populaire, il ne restait plus au président de l'assemblée qu'à remettre à la séance de Dimanche soir prochain la conférence sur le Bilan Canadien. Cette conférence sera donc donnée Dimanche soir prochain. Les inscriptions seront définitivement prises pour la Section Littéraire, et ses cours de diction, de français et de grammaire. **Donc à Dimanche soir prochain 31 octobre à 8.15 précises**, la conférence de Jean Péron, sur le sujet suivant... **Puisque nous sommes si riches, pourquoi sommes-nous si pauvres.** (Analyse du Bilan Canadien.)

### TOUJOURS EN AVANT POUR "CLARTE"

Le mois est fini, et notre objectif, pour causes imprévues, n'est pas atteint.

A la dernière assemblée de nos agents de presse, il a été en conséquence décidé de prolonger notre campagne de quinze jours... et atteindre ainsi notre objectif de \$ 1000. —

Afin de vous démontrer le dévouement de quelques uns, permettez-nous de vous citer l'exemple d'un bûcheron Canadien-Français travaillant en Ontario qui souscrivit généreusement la somme de dix dollars afin que nous puissions continuer notre oeuvre.

Mettons tous l'épaule à la roue et que chacun fasse sa part.  
Nous donnerons la semaine prochaine le relevé par quartier  
Le Comité.

## LES NEGOTIATIONS VERS L'UNITE OUVRIERE ENTRE LE C.I.O. et l' A. F. of L.

A Washington, les délégués du C. I. O. et de l'A. F. of L., sont en conversation depuis Lundi dernier, 25 courant. Tout va être tendu vers l'unité ouvrière.

Unité ouvrière réelle, et non pas fictive, c'est-à-dire non plus fondée uniquement sur des petits compromis personnels et la sauvegarde de certains privilèges d'individus.

L'esprit de l'unité pour être viable et triompher vraiment de toutes embûches, doit être celui de la masse des travailleurs organisés dans les deux mouvements du C. I. O. et de l'A. F. of L. La volonté des travailleurs organisés est formelle à cet égard. Elle est en outre soutenue par tous ces millions d'autres travailleurs tenus jusqu'à présent en dehors de l'organisation ouvrière, et qui veulent maintenant rallier les rangs de leurs frères ouvriers organisés. L'unité vraie est donc celle des grandes masses ouvrières. C'est cela que les 10 délégués du C. I. O. vont faire comprendre aux 3 délégués de l'A. F. of L. réunis depuis une semaine dans un hôtel de Washington.

Les nouvelles récentes nous disent que John L. Lewis vient de déclarer que l'unité doit se faire autour du programme du C. I. O. Il a raison, parce que le programme du C. I. O., en son principe, dans ses tendances, dans son but, correspond au désir et à la volonté des masses travailleuses. Tel qu'il en est sorti des récentes assises d'Atlantic City, le programme du C. I. O. apporte les solutions actuelles au problème ouvrier. Il se résume en ces quelques points:

Un programme compréhensif de législation sociale et ouvrière, la condamnation de toutes actions anti-ouvrières, la défense des libertés civiles, le boycottage des produits du Japon, la mise en liberté de Mooney et Billings et enfin une politique

active et sincère d'unité ouvrière. Certes ce programme vivant ne ressemble guère à celui de Denver, où l'A. F. of L. a délibéré, en sa convention annuelle... mais peut-on dire, que la convention de l'A. F. of L. à Denver a été vraiment une convention "ouvrière"? Les reportages à cet égard du Daily Worker notamment ont été révélateurs, si bien que nous ne pouvons considérer une vraie politique d'unité ouvrière que celle due à l'initiative de ceux qui y croient et qui en sont inspirés. Les leaders du C. I. O. disent donc que l'unité du mouvement ouvrier doit être basée sur l'organisation des inorganisés dans les industries de base, et bâtir ainsi un mouvement ouvrier puissant, qui aura pour programme de répondre aux besoins urgents et aux désirs des travailleurs. Un contrôle démocratique des unions ouvrières, fera que ce programme actif du C. I. O., inspiré d'unionisme industriel, se développera pleinement et sera tendu vers l'achèvement effectif d'une législation sociale.

C'est là-dessus, c'est sur l'organisation des inorganisés, que doit donc et peut seulement, se faire l'unité. Si cela est compris par les délégués de l'A. F. of L. à Washington, les 8 millions actuels d'ouvriers organisés seront doublés et atteindront les chiffres de 16 millions, l'année prochaine. Le "slogan": du travail pour chaque ouvrier... et une ère de prospérité renaîtra.

Les ouvriers du Canada suivent les négociations actuelles de Washington, avec tout l'intérêt personnel de ceux qui savent que le mouvement ouvrier sur ce continent est à un tournant historique, car par le triomphe de l'unionisme industriel, l'unité ouvrière aura trouvé sa vraie formule de progrès et la classe des travailleurs sera dès lors sur le chemin et Billings et enfin une politique

### "FORUM POPULAIRE"

PALAIS MONT - ROYAL  
1485 Mont-Royal Est

DIMANCHE SOIR, 31 OCTOBRE 1937, à 8.15 précises

Conférence par JEAN PERON

"PUISQUE NOUS SOMMES SI RICHES,  
POURQUOI SOMMES-NOUS SI PAUVRES"

(Analyse du bilan canadien)

La Section Littéraire (français, diction, grammaire) commencera ses cours au début de Novembre. Prière de s'inscrire après la conférence publique. L'inscription est de \$2.00 par mois.

# LA REOUVERTURE DU PARLEMENT ESPAGNOL

par VICENTE ARROYO  
(Madrid)

Le 1er octobre, conformément au règlement, le Parlement espagnol a repris ses travaux. Pourtant, étant donnée la situation spéciale que traverse l'Espagne en ce moment, les raisons ne manqueraient certainement pas pour passer outre aux dispositions de ce règlement. Assurément, les plus ardents défenseurs du parlementarisme, en Espagne et hors d'Espagne, n'auraient pas osé reprocher au gouvernement Negrin de s'écarter des règles constitutionnelles en un temps où l'Espagne est déchirée par une guerre d'intervention criminelle. Mais le gouvernement Negrin, gouvernement légal de l'Espagne, ce gouvernement que les représentants de certains Etats qualifient de "bande d'assassins" et auquel ils font une guerre à mort, s'avère être le plus fidèle défenseur de la Constitution; au milieu des grondements du canon, devant le peuple, devant le monde et devant l'histoire, il apparaît respectueux du cadre parlementaire, donnant ainsi la claire preuve de sa vitalité et de sa légalité constitutionnelle.

Durant des mois et des mois, les plus ridicules les plus étranges histoires ont circulé à travers le monde sur la situation intérieure de l'Espagne loyale. Ceux qui avaient intérêt à propager ces histoires et à discréditer l'Espagne, racontaient qu'on n'y trouvait ni ordre, ni sécurité. Rumeurs propres à intimider les gens timorés, à jeter le discrédit sur le peuple espagnol qui lutte héroïquement pour son indépendance. Il semble que ces histoires aient même pénétré jusqu'aux chancelleries des gouvernements de quelques pays démocratiques. Cependant, les aveugles volontaires et les sourds par habitude ne pourront se sous-

traire à la vue et à l'ouïe de la nouvelle leçon de légalité et de parlementarisme que l'Espagne républicaine, ensanglantée par quatorze mois de guerre, dévastée par la criminelle intervention fasciste, donne au monde.

Quiconque aura suivi de près l'évolution des événements d'Espagne, ne pourra être surpris que le Parlement espagnol reprenne ses tâches. Face aux accusations injustifiées de "bolchévisme", d'"Espagne rouge", etc., etc., par quoi les alliés des fascistes espagnols tentent d'effrayer les peuples démocratiques et de les dresser contre le peuple espagnol, les partisans du Front populaire espagnol, et en première ligne le Parti communiste, n'ont cessé de répéter sous toutes les formes, que "nous luttons pour un républicain démocratique, parlementaire d'un contenu social nouveau". C'est pourquoi le Parlement fonctionnant en pleine guerre, est une confirmation irréfutable de ce caractère de notre lutte: celle de la démocratie contre le fascisme.

Aux séances des Cortès ont pu assister tous les délégués — sauf naturellement les fascistes, les alliés de Franco — y compris tel partisan de Lerroux, "assassiné" par les rouges, aux dires des fascistes, comme Guerra del Rio. Un républicain aussi tiède que Portela Valladares a pu parler et se faire écouter avec le plus grand respect.

Le chef du gouvernement prononça son discours commentant la déclaration ministérielle. Discours sobre et réfléchi sur tous les problèmes de la guerre, aussi bien du point de vue intérieur qu'extérieur, et qui résonnait de la foi en le triomphe du peuple républicain espagnol et de la légalité républicaine. Il a suffi d'un seul paragraphe de ce dis-

cours pour démolir cette histoire fantaisiste de la "terreur rouge" et mettre en relief, au contraire, l'excès de tolérance du régime à l'égard de ses ennemis déclarés qui, grâce à un droit d'asile mal interprété, ont pu se mettre à l'abri des poursuites sous le pavillon de certaines nations trop complaisantes pour le fascisme.

Le président du Conseil signala comment le nombre de "réfugiés", de gens cherchant "asile", a, dans certaines ambassades et légations étrangères à Madrid, augmenté dans de telles proportions (20.000 réfugiés) que leurs locaux ne suffisent plus, et qu'elles ont dû aménager à cet effet des blocs de maisons entières.

La rentrée du Parlement n'a pas servi seulement à faire connaître le caractère légitime constitutionnel et démocratique de l'Espagne loyale. Elle a servi aussi à mettre en relief, une fois de plus, l'étroite union entre le gouvernement du Front populaire de la république, et le peuple espagnol.

La presse entière — sauf peut-être l'organe d'un petit groupe d'agris — a salué avec enthousiasme la réouverture du Parlement.

Après le magnifique discours de la Passionaria le 2 octobre, où elle déplorait entre autres le fait que la C. N. T. se trouve en dehors du gouvernement, et où elle ajoutait: "Il faut que nous obtenions la possibilité de faire participer les ouvriers révolutionnaires sincères de la C. N. T. à la responsabilité du pouvoir", et après quelques autres interventions, le Parlement vota à l'unanimité la confiance au gouvernement et décida de suspendre les sessions. De cette réunion des Cortès, le gouvernement Negrin est sorti plus fort que jamais.

## Un manifeste de la 'Société pour l'action' au Japon

La "Société pour l'action" (Jikkō kai), composée de communistes, socialistes, démocrates et libéraux antifascistes du Japon, adresse un appel, signé de A. Kavatchi, aux communistes et démocrates antifascistes de l'Union soviétique, de la France, des Etats-Unis et de l'Empire britannique. Elle fait savoir qu'elle s'est organisée en vue de combattre le chauvinisme des fascistes japonais et leur agression contre la Chine, et de soutenir une longue et difficile lutte pour les réalisations suivantes: amélioration de la condition de vie des masses, liberté politique, sauvegarde de la paix, transformation de la guerre d'agression japonaise en révolution politique au Japon.

Nous vous adressons, dit le manifeste, la prière de nous soutenir, de nous communiquer votre expérience révolutionnaire et de nous assurer la solidarité internationale des antifascistes du monde entier.

Suit une analyse des différentes tendances fascistes au Japon. On y distingue trois groupes:

1) **Les "actionnistes"**... Ce groupe est rassemblé autour de l'amiral Yamachida et exerce un sévère contrôle sur les chefs de l'armée et de la flotte. C'est lui qui avait organisé pendant les derniers jours du cabinet Hirota une insurrection qui échoua, ainsi que l'expédition de Chine, à la fin du gouvernement du cabinet Hayashi. La guerre contre la Chine, qui exerce ses ravages depuis le 8 juillet de cette année, n'est rien d'autre que la réalisation de leur plan. Leur objectif final est la conquête de la Chine, l'indépendance des Indes sur le modèle du Mandchoukouo, et enfin une guerre d'agression, de concert avec l'Allemagne fasciste, contre l'Union soviétique.

L'amiral Yamachida est rattaché par des liens de parenté au consortium Mitsui et à de nombreux financiers, tels qu'Okoura. La plateforme théorique de ce groupe c'est le national-socialisme.

2) **Les parlementaires**. Ce groupe est organisé dans les clubs fascistes Meirinkai et Senrokou, lesquels sont financés, entre autres, par un capitaliste français qui leur alloue 400.000 yen par an. Leur force est relativement peu importante.

3) **Les "Ronins"**... Ce groupe s'adonne à l'action terroriste individuelle.

Ces trois groupes sont en liaison avec les trotskistes et contre-révolutionnaires en Union soviétique, avec les trotskistes de Chine et, par l'intermédiaire de la direction de la police japonaise, avec des pseudo-communistes de Tokio et d'Osaka.

Ensuite le manifeste s'adresse en trois paragraphes séparés au peuple des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, et à la population pacifique et amie de la liberté, de la France.

En terminant, le manifeste donne une assurance solennelle de lutte pour le bien-être du peuple japonais, contre le fascisme, contre l'impérialisme japonais enragé de guerre, et fait appel à la solidarité internationale.

# L'espionnage patronal dans les unions ouvrières américaines

La revue londonnienne **Spectator** et le **News Chronicle** publient actuellement des révélations de l'écrivain américain Léo Hoberman sur l'activité des espions patronaux dans les rangs des syndicats américains. Ces indications reposent sur les observations personnelles de l'auteur et sur les résultats des enquêtes de la Commission sénatoriale des libertés civiles, dont le président est le sénateur, ami du progrès, La Follette. Des industriels marquants, comme le directeur général de l'Usine d'automobiles De Soto (de la General Motors), ont ouvertement avoué qu'ils ont recouru à des espions pour être informés sur le mouvement ouvrier.

Ces agents patronaux se font fréquemment confier des fonctions dirigeantes afin de ruiner les organisations. C'est ainsi que le nombre des adhérents du syndicat des ouvriers de machines à écrire tombe, en l'espace de trois ans, de 2.500 à 75, à Hartford (Connecticut), où se trouvent les usines Remington bien connues, le secrétaire du groupe local étant un agent patronal.

Nombre d'agences de détectives font ce métier, surtout la fameuse Agence Cinkerton, au renom de bien mauvais aloi; l'International Auxiliary Corporation, l'Agence Burns, etc. Le plus grand scandale connu dans ce domaine, c'est vraisemblablement celui qui eut lieu pendant la grève des Usines Chevrolet, où le sous-secrétaire d'Etat au Travail, Mac Grady, qui se livrait à une enquête sur les lieux, fut lui-même sur-

veillé par des agents Pinkerton.

Ces agences furent convaincues par la commission sénatoriale de falsifier leurs rapports et de grossir les faits. Les agents cherchent méthodiquement à gagner à leur malpropre besogne des ouvriers nécessaires. Une fois pris, ces derniers n'arrivent plus que difficilement à se libérer.

On accorde une attention particulière à ceux qui jouissent de la considération de leurs collègues. Tel était le cas de l'ouvrier Roy Williams qui, depuis dix-sept ans aux Usines automobiles Graham-Paige, était secrétaire de son groupe syndical et finit par accepter une besogne de mouchard. Confondu, il perdit son travail.

Les nouvelles fédérations industrielles sont particulièrement l'objet de ces agissements. Le président des ouvriers des Usines d'automobiles de Detroit, Richard Frankenstein, fut littéralement entouré d'une nuée de mouchards qui surent s'infiltrer dans son amitié.

Ce mouchardage ne constitue qu'une partie de la besogne des bureaux de détectives. Ils ont, en outre, à leur service, des gangsters qui organisent des agressions contre les syndicalistes militants, les enlèvent et parfois les assassinent, qui jouent le rôle de briseurs de grèves, etc.

De janvier 1934 à juillet 1936, la General Motors à elle seule paya presque un million de dollars à Pinkerton et à d'autres agences. La Commission La Follette estima à 80

millions de dollars le total des sommes dépensées chaque année par les patrons américains pour les mouchards d'entreprises.

Les méthodes de ces gens sont les mêmes que celles de l'Ovra et de la Gestapo, qui cherchent elles aussi à recruter partout des agents dans le mouvement ouvrier. Quand un Pinkerton peut se vanter d'avoir eu, sur 132 mouchards payés, 47 militants responsables, dont 5 présidents, 5 vice-présidents et 9 secrétaires de syndicats, il saute aux yeux quel danger représentent ces méthodes.

Et quand on sait que la Gestapo et l'Ovra italienne disposent de bien d'autres moyens d'action que les patrons américains, on se rendra compte de l'immense danger que, chez ces organisations policières en particulier, de telles méthodes représentent pour le mouvement ouvrier, notamment là où espions et provocateurs se présentent sous le masque "de gauche" des agents trotskistes.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Veillez trouver ci-inclus la somme de .....

Pour un abonnement de .....

Nom .....

Adresse .....

Ville .....

Taux de l'abonnement: 3 mois, 25c; 6 mois, 50c; un an, \$1.00

Pour le Relèvement  
Social et Politique  
de notre Peuple

# Clarté

JOURNAL D'OPINIONS ET D'ACTION POPULAIRE

Pour la Démocratie  
et  
Pour la Paix

A propos de l'interdiction du meeting de l'Aréna.

## La lettre de M. Alfred Costes, député français à Mr. le Maire de Montréal

Nous reproduisons ci-dessous le texte entier de la lettre de Mr. Alfred Costes adressée à Mr. le Maire A. Raynault. Cette lettre explique l'incident de l'autre Vendredi, où à la fois le peuple de Montréal et son invité Mr. Alfred Costes, ont été mis dans l'impossibilité d'exercer les droits primordiaux dans tout pays démocratique.

Ajoutons que le texte de cette lettre, a été l'argument brillamment développé par Mr. Alfred Costes devant ses auditeurs du Forum Populaire, qui Dimanche soir dernier étaient accourus au nombre de plus de 400 cents, l'entendre et l'acclamer.

Comme il l'avait écrit à nos autorités municipales, et comme il l'a répété devant son auditoire, Mr. Alfred Costes se fera le messager dans son pays, de la cause de solidarité qui lie à la vraie France le vrai Canada... tous deux comme l'a dit Mr. Costes trop épris de liberté pour ne pas réussir finalement à la faire triompher définitivement pour le salut commun du sort de l'humanité.

Mr. Costes a emporté de Montréal à la fois notre admiration et notre gratitude. Il ne nous a d'ailleurs dit qu'au Revoir, car il compte nous revenir bientôt... et cette fois notre accueil sera complet... en dépit de toutes les tentatives et les conspirations des saboteurs de la pensée et du caractère vraiment français des Canadiens français.

### La lettre de M. Costes

Montréal, le 22 octobre, 1937.

A Monsieur Adhémar Raynault, Maire de la Ville de Montréal.

Monsieur le Maire :

Ce matin j'ai appris par la voie de la presse que l'assemblée à l'Aréna Mont-Royal suscitait l'émotion d'une partie de l'université montréalaise, et que cédant à certaines pressions, vous aviez interdit cette réunion. Je le regrette profondément pour le peuple de Montréal et pour mon pays. Je suis trop avisé des choses de la politique pour ne pas comprendre d'où vient cette pression. Le plus regrettable, c'est que ceux qui, par leurs conseils intéressés, ont pu vous arracher cette décision, prétendent aimer la France et se réclament d'elle.

La France ne peut pas être aimée seulement pour un de ses aspects. L'histoire de mon pays est un tout.

L'on peut être d'accord ou en désaccord avec la politique suivie par lui dans un moment donné, mais le fait de le montrer d'une façon étroite et partisane, cela n'est pas aimer la France; c'est, en vérité, prendre parti contre elle.

Membre de la majorité parlementaire actuelle, je me suis interdit, depuis mon arrivée au Canada de porter un jugement sur la politique générale ou provinciale au Canada.

J'ai trop le souci de mes responsabilités et le sens de l'hospitalité que je reçois de ce peuple magnifique du Canada, pour me permettre une incursion quelconque dans les affaires canadiennes. Je n'ai jamais parlé que de la véritable situation dans mon pays.

L'incident d'aujourd'hui me fait

penser que ceux qui m'ont empêché de parler, ont, en vérité, peur !!!

Peur que le peuple canadien apprenne que la France séculaire, loin d'être en proie aux désordres ou à l'émeute, reste le pays de la liberté de discussion, de presse, d'opinion et de réunion; peur que le peuple canadien apprenne comment la classe ouvrière, les paysans, les intellectuels progressistes, les savants, et la petite bourgeoisie française, se sont unis pour la défense de leurs libertés menacées contre la misère et pour gagner la bataille de la paix; peur que le peuple canadien apprenne comment la France du Front populaire a brisé la politique d'isolement et de misère ou l'avaient plongée des hommes condamnés par le verdict populaire; apprenne enfin comment cette France reprend le chemin, qui, avec les grandes démocraties du monde entier conduit vers la paix, contre les fauteurs de guerre.

Car c'est cela que j'aurais dit, et seulement cela.

J'aurais pu le dire dans votre ville si j'avais caché que j'étais communiste.

Permettez-moi de vous dire, Monsieur le maire, que j'aurais considéré cela comme une lâcheté. Car ce que l'on vise en moi c'est le communiste. Je crois que ceux qui ont fait pression sur vous, oublient que mon parti fut le premier en France à sonner le rassemblement de tous les honnêtes gens épris de justice, de liberté et de paix, qu'il fut le premier luttant contre le courant anti-religieux...."

...Le premier à tendre une main fraternelle aux travailleurs catholiques et à défendre la France contre les ennemis de sa population. Le Parti Communiste a été l'initiateur

et l'animateur du Gouvernement de Front Populaire et il a fait que la France soit forte à l'extérieur et heureuse et calme à l'intérieur.

Je regrette l'interdiction et je m'y soumetts. J'espère cependant que dans un avenir prochain, le Canada et plus particulièrement le Canada français, deviendra un pays où la liberté de la presse, la liberté d'assemblée et d'opinion ne seront plus des mots vides de sens.

J'emporterai avec moi les souvenirs heureux de mon séjour au Canada, en dépit de l'incident actuel.

Les entrevues que j'ai eues avec des personnes de différentes opinions m'amènent à croire que les traditions françaises de liberté et d'opinion ne sont pas mortes au Canada. J'ai appris que les fils de la France chérissent toujours la liberté et qu'ils restent prêts à combattre pour leurs droits.

Aux Canadiens en général et aux Canadiens Français en particulier, j'exprime l'espoir que bientôt ils vont réaliser les idéals de bonheur et de paix que nous les communistes chérissons et qu'ils vont les accomplir sous la bannière du communisme.

Je vous assure, Votre Honneur, que je continuerai le mieux que je le pourrai à maintenir l'amour du Canada chez mes compatriotes Français.

Vous pouvez être assuré que ce regrettable incident ne m'empêchera jamais d'exprimer l'amour fraternel que méritent les Canadiens Français.

**Alfred Costes, Député de la Seine, Président de la Commission d'Assurance et de Pévoyance Sociale, Secrétaire Général de l'Union Parisienne des Métaux.**

## QUAND CESSERA CETTE COMEDIE ?

Depuis des mois on nous chante le programme de travaux du "Très Honorable ministre du Travail, l'illustre William Tremblay" aucune relation avec Guillaume Tell.

On se rie des sans-travail de cette province. Et si jamais ce programme est mis à exécution, le coût des voyages de notre ministre devra baisser quelque peu.

Ce ne sont pas des simagrées et des niaiseries que les sans-travail désirent. C'est du travail aujourd'hui même, et non à la veille des élections seulement, afin de nous bluffer comme toujours pour mieux s'emparer de l'administration au bénéfice des profiteurs.

Nous voulons travailler aujourd'hui, monsieur le ministre.

Mais croyons qu'il est nécessaire de faire une légère mise au point. Nous voulons travailler pour des salaires et non pour des secours. Nous insistons sur cela, car autrefois nous nous sommes fait échauder. Et, nous précisons : pour des salaires tels que demandés par les Unions Internationales, pour les gens de métier, et 50c de l'heure pour les journaliers; 8 heures par jour, et la semaine de 40 heures.

De cette façon nous pourrions commencer à vivre, ce qui depuis longtemps nous est défendu.

Voilà ce que nous voulons. Nous sommes fatigués d'être les "dindons de la farce". Nous voulons que nos femmes et nos enfants vivent. Mais ayant été trompés très souvent, nous sommes devenus méfiants et nous ne croyons guère aux charlatans qui nous présentent des remèdes nouveaux.

Nous ne sommes pas exigeants. Nous demandons justice tout simplement, le droit de vivre, le droit d'organisation et le droit de parole. Car notre seul souci est le bien des tous les êtres humains.

**Emile Côté, Sec. de la Fed. des Sans-Travail de la Province de Québec.**

## Me. L. R. CALDER, C.R., ET LA VIOLATION DU DROIT DE PAROLE ET D'ASSEMBLEE, A MONTREAL

### AU FORUM POPULAIRE

Nous donnons ailleurs la relation des discours et de l'atmosphère d'enthousiasme au Forum Populaire, Dimanche soir dernier... Successivement Mr. Alfred Costes, député français, ensuite l'éminent avocat R. L. Calder, puis le combattant canadien-français revenu d'Espagne, Mr. F.-X. Poirier, ont été acclamés. Nous croyons devoir reprendre plus particulièrement les paroles de Mr. R. L. Calder, qui ont été son argument auprès du maire de Montréal, nomade la Société des Droits de l'Homme dont il est le vice-président, et dont il avait donné la veille la primeur aux auditeurs du Forum Populaire... Voici ce que nous a dit Me. R. L. Calder, et ce qu'il a répété le lendemain à Mr. le maire Raynault.

"Il ne reste plus aucune des libertés pour lesquelles les patriotes de 1837 ont donné leur vie.

Nous verrons bientôt si le maire de Montréal a le droit d'étirer la loi, de substituer le "prétexte légal" à la loi elle-même. Nous demande-

rons nous-mêmes l'arrestation de M. Guy et de certains fauteurs d'émeute qui sont venus à l'hôtel de ville vendredi dernier. Cela nous donnera l'occasion, je le répète, de nous rendre compte si la force prime le droit".

"M. Costes voulait parler, il en avait le droit. Le parti communiste voulait le faire parler et il en avait le droit. Moi, et des milliers de citoyens, voulions entendre parler M. Costes, et nous en avions le droit. Ces trois droits ont été violés.

"Un groupe d'étudiants s'est présenté à l'hôtel de ville et voici ce qu'ils ont dit, en substance : "Si cette assemblée n'est pas interdite, nous ferons une émeute". Savez-vous ce qu'aurait dû faire, le maire? Il aurait dû demander si c'était bien leur intention de faire une émeute si l'assemblée avait lieu. Sur leur réponse affirmative — car ils auraient répondu dans l'affirmative — les étudiants étaient, à n'en pas douter, dans un état d'esprit pour répondre affirmativement — j'aurais fait mander 600 constables et je les

aurais fait arrêter.

"Le maire leur aurait rendu un grand service, ainsi qu'à l'Université de Montréal. Depuis quelque temps, il semble en effet que la gloire des étudiants de cette université soit de faire des émeutes, qu'ils se groupent 200 pour empêcher un meeting à l'hôtel Windsor.

"Le jeune Guy, qui est venu faire des menaces à l'hôtel de ville, lui et les fauteurs d'émeute d'un autre groupement sont beaucoup plus dangereux que des communistes que l'on veut empêcher de parler, ce sont des criminels. En les faisant arrêter, on ferait un geste admirable en rendant service à la population.

Me. Calder annonça alors, aux applaudissements vigoureux de l'assemblée, un Quo Warranto et une poursuite en dommages-intérêts contre la ville de Montréal, pour interdiction illégale de réunion publique, en même temps, qu'une demande d'arrestation du porte-parole des étudiants Mr. R. Gué, pour "conspiration d'émeute". Nous complétons les détails sur cette affaire, en donnant ailleurs une brève relation des réponses du maire Raynault, aux délégués de la Société des Droits de l'Homme.

# Clarté

JOURNAL D'OPINIONS ET D'ACTION POPULAIRE

Publié par "Clarté Enregistrée", Montréal.

Rédaction et Administration : 254 Est, rue Ste. Catherine, Montréal.  
Case postale 2, Station N. Téléphone : PL. 6045

ABONNEMENTS : 3 mois, 25c — 6 mois, 50c — Un an, \$1.00.

Enregistré comme matière de seconde classe.

MONTREAL, SAMEDI, le 30 OCTOBRE, 1937.

## Editorial

# Vague de Réaction..

Décidément ils s'y mettent tous... Ils sont même tellement nombreux, qu'un choix doit être fait pour ne pas buter contre la masse des moins intelligents. Parmi ceux-ci, nous distinguons Mr. le maire Raynault de la ville de Montréal.

Un échantillon de son intelligence est donné ailleurs dans les colonnes de ce journal. Or, Mr. Raynault, comme l'on s'en doute n'a pas trouvé tout seul ses arguments, et lui, maire de Montréal, tout autant que Duplessis, premier ministre à Québec, ne sont comme nous le savons tous, que les instruments de la rue St. Jacques. Duplessis et Raynault sont devenus l'élite choisie de la masse de réactionnaires. Ils sonnent l'hallali... non contre les communistes, que l'on ne s'y trompe pas, mais contre les principes primordiaux de la démocratie. Combattre le communisme n'est qu'un prétexte. Duplessis en veut aux organisations ouvrières. Il veut nous imposer le régime de corporatisme théocratique. Il veut l'incorporation obligatoire. Il veut éteindre toute veillée de solidarité ouvrière. Duplessis est l'homme des trusts, et son pauvre petit comparse de l'Hôtel de Ville de Montréal est simplement le factotum placé au bout de la rue St. Jacques pour en sauvegarder l'immunité contre la colère des exploités. Duplessis et Raynault ne sont que deux fantoches manœuvrés de l'arrière par les innombrables ficelles aux mains des 50 propriétaires de nos richesses canadiennes. Ils sont les personnages les plus importants, si l'on peut dire, de la mise en scène... car, toute la figuration

de ces quelques étudiants et autres brailards, ne fait partie que du décor. Discuter avec des minus habens à la Duplessis, à la Raynault, et leurs suiveurs, est chose vaine, car pas plus qu'ils n'ont rien à décider, ils n'ont rien à dire. Leurs maîtres dictent, ils obéissent. L'issue est donc entre le peuple des travailleurs et les capitalistes forbans. Les droits de parole, de réunion, d'assemblée sont, rappelons-le nous, des droits publics en ce sens qu'ils sont de nécessité publique pour la sauvegarde des droits publics. Or s'y opposent, ceux qui vivent d'intérêts privés et personnels, conquis sur la masse du pays. Celle-ci doit donc par définition, se rallier à toute défense des droits primordiaux de l'intérêt public, puisqu'elle est l'intérêt public lui-même.

Quelles que soient les nuances, quelles que soient les tendances politiques d'une partie de la masse du peuple, dès l'instant, où l'intérêt public de parole, de réunion d'assemblée, est menacé, le ralliement spontané, unanime, énergique de tout le pays doit accourir au secours des libertés violées.

Il est regrettable que ces notions fondamentales de solidarité des masses ne soient pas mieux comprises de ceux qui semblent être issus de cette masse, et qui ont certaines responsabilités dans sa destinée. On ne verrait point alors certains chefs ouvriers du mouvement organisé à Montréal argumenter spécieusement ou publiquement se désolidariser de tel autre chef ouvrier, sous prétexte de vues différentes sur des questions non posées pour le moment. Pis encore, il est regrettable, que ces chefs ouvriers attribuent à d'autres hommes aussi sincères qu'eux-mêmes à la cause ouvrière, et qui dévouent toute leur action et leur activité au succès de l'unité ouvrière, des sentiments et des opinions erronés... Tout cela donne à des Duplessis, à des Raynault, les meilleurs prétextes de réaction et de sévices. L'unité est à l'ordre du jour, plus que jamais et nous le disons à certains chefs des unions internationales et du Conseil des Métiers et du Travail de cette ville, que c'est mal servir leur propre cause que de donner argument à toute la réaction si habile à profiter des fautes de la classe ouvrière.

Un mot également à l'endroit de certain journal dit libéral, qui dans sa haine et sa déception, rien que personnelles, contre Duplessis et ceux qui ont remplacé au pouvoir provincial, l'équipe des vieux libéraux, oublie les définitions premières du "libéralisme", dont il se prévaut, et dénonce à la vindicte d'un Duplessis, des associations d'hommes libres, et des journaux comme Clarté, qui ne s'en émeut guère d'ailleurs. Le "libéralisme" de ces libéraux marche à rebours, et s'ils persistent à s'oublier eux-mêmes, ils seront bientôt, comme nous tous, les victimes de la réaction fasciste déchainée. Il faut donc qu'ils se rallient eux aussi, et sincèrement, à la cause des libertés démocratiques.

Union de tous les esprits sains, restés épris de vraie liberté! Unité ouvrière plus que jamais, pour la sauvegarde et la défense de nos droits essentiels... sinon, les lendemains proches des jours présents de réaction seront lourds de regrets et de représailles.

J. P.

## LES LIVRES:

### "Et l'Acier fut Trempé"

de Nicolas OSTROVSKY

Nicolas Ostrovsky, l'auteur de ce livre est mort en janvier dernier, à Sochi, à peine âgé de 32 ans.

Fils d'ouvriers et ouvrier lui-même, Ostrovsky partit en 1920 rejoindre l'armée rouge : il était alors âgé de 16 ans. Il combattit contre Denikine. Grièvement blessé, il ne put se remettre et devint bientôt aveugle et paralysé. Il décida alors d'écrire, et jusqu'à son dernier jour il dicta, de son lit, deux livres magnifiques; celui dont je veux vous entretenir aujourd'hui: "Et l'Acier fut Trempé" et "Né de la Tempête" dont je vous parlerai un jour prochain.

L'histoire de cet écrivain soviétique mort trop tôt, est émouvante au possible. Sa vie, vraiment héroïque, est un exemple admirable d'énergie tenace et réfléchie. Laissez-moi, avant de vous parler de son oeuvre, vous la conter brièvement :

Les premières années de la Révolution, Kolia Ostrovsky, jeune travailleur, lavait la vaisselle dans le buffet d'une gare d'Ukraine. La patronne et les garçons l'éduquaient à coups de pied. Mais bientôt le jeune gars se trouva d'autres éducateurs. Dans la confusion sanglante de Petlioura et de l'intervention allemande et polonaise, le gamin déluré se révéla comme un auxiliaire habile et brave pour les ouvriers révolutionnaires. Il cachait les armes, portait des messages, se faufilait partout sous le nez et à la barbe

de l'ennemi, apportant des renseignements précieux aux partisans rouges. Ensuite, il s'engagea dans la cavalerie et adhéra au Komsomol; il fit partie des rangs d'avant-garde du Komsomol ukrainien, de ce Komsomol qui versa si généreusement son sang jeune et chaud pour la libération de sa patrie.

Devant Kiev, devant Jitomir, devant Novgorod-Volynsk, Kolia Ostrovsky combattait à cheval. Devant Lvov, poursuivait avec la cavalerie, l'ennemi qui fuyait, une flamme verte, éblouissante comme le magnésium, jaillit soudain devant ses yeux, l'assourdissant comme un coup de tonnerre, lui brûlant la tête comme un fer chaud. La terre tourna bizarrement, d'une manière incompréhensible, puis elle tourna en se penchant de côté : jeté par-dessus la tête de son cheval, il tomba lourdement par terre...

Le jeune communiste fut soigné et remis sur pied ; il prit part de nouveau à la vie, au travail. Le voilà à Kiev, au comité régional. Il s'occupe de l'approvisionnement en blé, combat les bandits, organise l'approvisionnement en bois, rétablit le chemin de fer. Le typhus l'abat, mais du seuil de la mort, il s'échappe encore une fois vers la vie, et le voilà qui travaille de nouveau ; mais à présent il est propagandiste, organisateur, il dirige les légions toujours grandissantes des Komsomols, une étagère garnie de livres

apparaît au-dessus de sa table : Marx voisine avec Gorki et Jack London. A l'usine, il lutte contre les tire-au-flanc; à la cellule, il lutte contre l'opposition; dans les faubourgs, contre les voyous. Partout il est victorieux, partout il se jette en avant, ce jeune homme fougueux et indomptable... Le voilà secrétaire du comité de rayon du Komsomol, le voilà à Moscou au Congrès de l'Union...

Et soudain un nouvel ennemi, terrifiant, se dresse devant Kolia Ostrovski. Tous les dangers précédents semblent puérils en comparaison de celui-ci.

La blessure reçue devant Lvov, oubliée depuis longtemps, s'impose soudain de nouveau à l'attention par des symptômes sinistres et mystérieux. Sans doute le typhus a-t-il préparé ce processus. Un dépérissement, de la faiblesse...

Kolia reçoit un long congé. La Crimée. Le Sanatorium. Des maux de tête. Une surexcitation. C'est à grand-peine que les médecins parviennent à démêler la maladie. Néanmoins, à la fin du congé, le jeune communiste retourne à Khornov et redemande à travailler.

De nouveau il est nommé secrétaire du Komsomol dans un grand centre industriel. Un premier discours à l'assemblée générale des militants du parti, puis soudain un accident d'automobile; il a le genou droit écrasé; opération et nouveau

congé.

Mais la chose affreuse, que Kolia Ostrovski redoutait le guette. Il surprend la réplique d'un professeur parlant de lui : "L'horreur de l'immobilité attend ce jeune homme, et nous sommes impuissants à la prévenir".

D'abord, c'est une jambe qui est paralysée, puis la seconde, puis le bras jusqu'à la main.

Pour comble de malheur, une chose encore plus affreuse survient. Ses yeux s'éteignent : d'abord c'est un oeil, ensuite le second. Il est plongé dans la nuit éternelle.

Le chemin le plus court vers la délivrance est caché dans le tiroir de sa table de nuit. Pendant longtemps, Ostrovski serre dans sa main l'acier glacé de son revolver... Non, il n'est pas tout de même lâche, il est un combattant. Il se ressaisit et tente un dernier assaut pour sauver son corps. A Moscou on lui fait une opération très compliquée et fort longue, on lui taillade toute la colonne vertébrale et le cou, il subit l'ablation du corps thyroïde, mais en vain.

Alors, ayant réuni tout ce qui lui restait de chaleur vitale, d'énergie nerveuse et de courage, ce qui lui restait de vivant et de sain dans le corps, il entreprend une nouvelle et longue campagne pour conquérir sa place dans les rangs de ceux qui

(Suite à la page 8)



## Le Suffrage Féminin dans la Province de Québec

De tout temps, la femme de cette province fut gardée dans un état d'infériorité complète, et tenue à l'écart des activités de l'homme. On l'a toujours empêchée de prendre part à la politique active, et de s'occuper de l'administration de la province. Ce qui, en réalité est un droit qui appartient aux deux sexes également.

La liberté et l'indépendance de la femme sont indispensables à la vitalité et au développement de la race, ainsi qu'au bien-être propre de l'élément féminin.

Aujourd'hui les femmes de tous les pays affirment leur indépendance, en demandant leur part des responsabilités dans tous les domaines de l'activité humaine, comme le droit d'occuper des positions responsables, de s'initier aux carrières libérales, à l'administration et à l'éducation de leur pays.

Dans le domaine de l'éducation, l'enseignement est presque entièrement confié à des institutrices. Et ces femmes ne reçoivent qu'une misérable rémunération en retour du magnifique service qu'elles rendent à notre population. Cette situation pourrait s'améliorer si les femmes avaient le droit d'être représentées équitablement au parlement, comme

dans le ministère de l'instruction publique, par exemple. L'éloignement de la femme de l'activité éducative et politique ne peut qu'agir défavorablement sur la nation tout entière.

Si nous avons dans cette province des femmes députées, il est certain que les lois du mariage, d'annulation, de divorce et de protection pour l'épouse seraient beaucoup plus claires et plus humaines que celles qui existent actuellement, et dont quelques unes nous font rougir devant l'étranger tellement elles sont archaïques.

Nous sommes dans une province où le gouvernement a à sa disposition les plus grandes richesses, et malgré cela il ne peut même pas rendre la vie du peuple convenable. Loin de là, il va même jusqu'à rendre celle des femmes sans défense très pénible, en leur enlevant leur secours.

Tant que nous n'aurons pas obtenu le suffrage féminin, dans notre province, nous continuerons à être un peuple arriéré. Et il est temps, plus que jamais, que les femmes du Québec se donnent la main et travaillent à obtenir ce droit qui est nôtre.

Louise MICHEL.

Echo du meeting de l'Aréna....

### BILLET

Entre nous, dites moi, avez-vous jamais vu un authentique Bolchévik ? Un de ces êtres malfaisants, à la barbe hirsute, aux gestes fous, aux discours plus fous encore. Bref, un de ces êtres comme sait si bien nous les dépeindre notre presse aussi bien pensante qu'elle est mal renseignée. Non, sans doute. Moi, pas davantage.

Pourtant Vendredi soir dernier, j'ai cru voir, à défaut des véritables terroristes qui, dit-on, peuplent cette malheureuse Russie, un groupe qui leur ressemblait étrangement. Renseignements pris, il s'agissait tout simplement de quelques centaines d'étudiants de l'Université de Montréal. Exception faite des barbes embroussaillées et du traditionnel poignard entre les dents, vous auriez juré croiser une bande d'émeutiers. Mêmes regards farouches, mêmes cris séditieux; poings tendus et cannes brandies. Nos braves carabins y allaient de leur petit chahut "carabiné" !

Ces jeunes voyous en avaient à deux délégués, l'un venant de Toronto-la-Rouge, l'autre frais débarqué de France et qui, tous deux, devaient adresser, le même soir, la parole à l'Aréna. Mais nos purs chevaliers de l'Université de Montréal, farouches défenseurs de la morale avaient décidé que ni Tim Buck ni Alfred Costes ne se feraient entendre.

Songez-y, deux Bolchéviks (pure laine ceux-là) ayant l'audace de convoquer en assemblée publique le ban et l'arrière-ban de tous ces communistes damnés !

Ah ! non, pas de ça se dirent les "fortes têtes", coiffées du bérêt. Et voilà nos braillards fanfarons à l'assaut de l'Hôtel-de-Ville où, com-

me personne ne l'ignore M. Raynault pontifie avec éloquence.

Si l'Angleterre s'enorgueillit de posséder un Sherlock — prince des détectives — nous avons un MAIRE-LOQUE ! Ce prince des peureux, premier magistrat d'une ville de plus d'un million d'habitants, tremble et bafouille en face de quelques centaines de jeunes crétins. Notre froussard dit donc "Oui" et "Amen" à tout ce qu'on lui propose.

Et c'est pourquoi, lâchés à travers la ville, fiers de leur succès et assurés d'une entière impunité, nos écervelés nous donnèrent — une fois de plus — le gracieux spectacle de leurs ébats. Hurlements menaces, dégâts à la propriété, insultes aux passants, rien ne manqua. Seule la vue de quelques constables à cheval calma l'ardeur des manifestants qui filèrent comme des lièvres, sitôt entendu le bruit des sabots sur le pavé.

C'est égal, lorsqu'on est Canadien-français, on ne peut qu'être fier en songeant à l'"usine" — gloire de l'Est — où se fabriquent en série, et avec quel succès, ces petits émeutiers en herbe.

E. B.

### Les lois du "Bon Ordre", ou un citoyen désappointé

S'il y a eu une personne de désappointée vendredi dernier, ce fut moi. Par une pluie intermittente, je file sur la rue Mont-Royal vers l'Aréna. Mais quelle déception ! les portes en sont fermées.

Je m'adresse à un constable. Il me dit qu'on a refusé la permission de procéder. Je me promène sur le trottoir. Il y a foule. A un moment donné, des cris et des chants venant de la partie ouest de la ville attirent l'attention des gens. C'est

Retour d'Espagne....

## ENTREVUE AVEC Mr. F.-X. POIRIER COMBATTANT DU BATAILLON MACKENZIE-PAPINEAU.

Une agréable surprise

Mercredi dernier, M. F. X. Poirier, soldat du bataillon Mackenzie-Papineau qui perpétue, par delà les Pyrénées, les traditions démocratiques du peuple canadien-français, nous faisait l'honneur d'une visite. M. Poirier est de retour au Canada après un séjour de plus de six mois sur le front loyaliste espagnol.

La visite de M. Poirier fut pour nous la cause d'une double surprise. D'abord nous ne nous attendions pas à revoir notre compatriote si tôt, et ensuite son apparence renversa quelque peu nos conceptions d'un soldat qui revient du front. Car il faut dire que la personne de M. Poirier reflète l'image de la parfaite santé. Il a pris du poids, et n'était la blessure de sa main droite, on croirait plutôt qu'il revient d'une longue vacance.

Après une franche poignée de main, nous ne pouvons nous empêcher de faire cette réflexion :

— Mais les tranchées vous ont fait du bien !

— Vous trouvez ! répond-il avec un sourire sympathique.

Puis après un instant de réflexion, il ajoute :

— Je m'attendais à cet étonnement de votre part. Vous croyiez sans doute voir arriver un homme amaigri, pâle et chétif, offrant tous les aspects d'un "retour du front" de 1914. Mais Dieu merci ! nous ne luttons pas dans les mêmes circonstances ni pour le même but. Nous avons le soutien et l'assistance de toute la population, et les femmes s'emploient à adoucir le plus possible la tâche des soldats.

— Quel est l'état d'esprit des loyalistes ?

— Le moral des soldats est très bon. Et un enthousiasme débordant préside à toutes les manœuvres des camarades. Le peuple espagnol a appris à s'unir et à lutter pour un but commun.

— Pensez-vous que cette guerre prendra bientôt fin ?

— Au rythme dont vont les choses du côté des loyalistes, le gouvernement a confiance que la guerre sera finie au printemps prochain. Car le développement de l'armée régulière, à tous les points de vue, s'accélère de plus en plus. Rien n'est négligé. On améliore l'industrie, le commerce, et on donne même des leçons d'économie politique aux soldats dans les tranchées.

une troupe d'étudiants, armés de cannes, venus obstruer le trafic, bousculant tout sur leur passage et riant de la police.

Que vont penser nos compatriotes de langue anglaise de l'attitude des étudiants de l'Université canadienne-française ?

Et justement, dans le tramway qui me reconduit à la maison, j'entends un individu parler de cette manifestation. La parole qui me frappe le plus, est celle-ci : Poor saps ! à l'adresse des étudiants.

De retour au logis, je prends le journal et lis ce qui s'était passé à l'hôtel de ville le matin : la demande de M. Désaulniers, la politesse des étudiants, les remarques du maire Raynault, et la réponse du chef Dufresne. Le maire dit qu'il craint une émeute.

Mais qui aurait fait l'émeute ? Les communistes, puisque communistes il y a, ou les étudiants ?

Et l'on vient dire ensuite que les communistes prêchent le désordre ! Mais que font ceux qui sont du côté de la lumière, de la sagesse et du "bon ordre", si ce n'est de troubler l'ordre et déchaîner l'émeute.

Observateur.

Les "horreurs" de la guerre

— Parlez nous donc des horreurs de cette guerre.

Cette question fait sourire M. Poirier. Il n'hésite pas cependant à répondre ceci :

— Quant aux horreurs de cette guerre, dit-il, il faut avouer qu'elles ont été commises de part et d'autre. Mais quand les loyalistes se sont livrés à des "crimes barbares", c'est parce qu'ils ont été poussés à agir ainsi. Cela s'est produit surtout au début, lorsque le peuple était littéralement acculé à la mort. Tandis que Franco, lui, a des tactiques qui lui sont tout à fait particulières. A Quinto par exemple, il enferme la population dans un dépôt de munition, afin de "protéger" ce dépôt contre les attaques loyalistes. Et partout où il y a une église, le général fasciste en fait une place stratégique, de façon à faire hésiter le peuple espagnol, demeuré très croyant malgré tout. Et c'est ainsi que la presse fasciste peut déclarer à grands cris que les églises sont démolies par haine et par vengeance.

La religion en Espagne

Nous posons ensuite une dernière question à notre aimable interlocuteur.

— Est-ce vrai que le clergé est persécuté en Espagne ?

A ceci, M. Poirier déclare avec conviction :

— Depuis l'établissement du Front Uni en Espagne, les questions religieuses ne sont pas discutées. Et le premier geste du gouvernement fut de publier un décret permettant la réouverture des églises. En un mot le peuple est libre de pratiquer la religion catholique. Et les cas de persécution que l'on déplore quelquefois, et que la presse fasciste exagère à plaisir, se produisent dans des circonstances comme celles-ci : lorsqu'un prêtre devient soldat et prend la responsabilité de son état; et lorsqu'une église sert d'entrepôt à Franco, alors il faut bien que les loyalistes attaquent cette église devenue un endroit stratégique.

Ensuite M. Poirier parle du bataillon Mackenzie-Papineau. Partout où il passe, il attire les louanges. Et les Espagnols témoignent aux Canadien-français une sympathie toute particulière. Car ils savent que dans le Québec, les libertés démocratiques sont menacées de façon plus systématique qu'ailleurs.

Enfin, notre vaillant ami termine l'entretien en disant :

— Ceux qui ont des amis ou des frères en Espagne doivent travailler pour eux par tous les moyens à leur disposition, s'ils veulent les revoir bientôt. Et plus intense sera le travail, plus vite ils auront le bonheur de revoir ces personnes qui leur sont chères.

G. D.

# LES DROITS ET LES LIBERTES DE TOUTE DEMOCRATIE VIOLES A MONTREAL

**Une intervention de la Société des Droits de l'Homme, auprès du Maire Raynault.**

La délégation de la Société des droits de l'homme comprenait MM. Hubert Desaulniers, R.-L. Calder, le professeur E. Forsey, MM. J.-K. Mergler et S. Colle reçue par le maire, de Montréal, lundi dernier est venue protester contre le fait que les autorités municipales "ont violé la liberté de parole en interdisant un meeting auquel M. Costes, député français, devait parler à l'Aréna Mont Royal à la demande des étudiants de l'Université de Montréal.

M. Hubert Desaulniers, qui avait essayé vainement de parler lors de la manifestation des étudiants à l'hôtel de ville, dirigeait la délégation de la Société des Droits de l'homme. "Notre société, expose Mr. Desaulniers, est composée de représentants de tous les groupements sociaux, de toutes les classes sociales. Il y a des sociétés identiques dans plusieurs pays européens. Son but est de protéger les libertés démocratiques, toutes les libertés civiles.

"Ce n'est pas un mouvement politique. La société défend présentement le droit de parole que l'on refuse aux communistes, comme elle défendrait tout autre droit constitutionnel que l'on refuserait à n'importe quel groupement politique.

"Un groupe d'étudiants est venu à l'hôtel de ville et, menaçant d'une émeute, a obtenu que le droit constitutionnel de parole soit violé. Notre société a, conséquemment, décidé de venir protester auprès de l'autorité municipale".

Le maire demande des renseignements sur cette société. On lui répond que les libertés constitutionnelles ont été violées à maintes reprises à Montréal, depuis quelque temps. La société a été formée l'automne dernier, à la suite de l'incident Sarasola, alors que l'autorité municipale fit interdire une assemblée à laquelle le R. P. Sarasola, Franciscain espagnol, que l'on disait communiste, devait parler en faveur du gouvernement loyaliste d'Espagne. Le mouvement a pris de l'ampleur et a été mis en marche au printemps de cette année. La société n'a pas de charte, ni de brevet d'incorporation. Elle est formée d'un groupe d'hommes épris de nos droits et libertés britanniques.

M. Desaulniers précise que depuis un an, la Société a eu l'occasion de s'occuper de quatre cas en particulier où les libertés civiles avaient été lésées : 1) le cas Sarasola; 2) le cas d'un meeting de la C. C. F. pour lequel l'autorité municipale refusait de louer une salle publique; 3) le cas de la Ligue pour la paix et la démocratie, à laquelle le Monument National refusa de louer une salle, et 4) le cas du congédiement, par la Gazette, de M. J. Ballantyne, renvoyé après neuf ans et demi de service à cause de son activité dans le mouvement d'organisation d'une union de journalistes.

M. Calder, Vice-président de la Société des Droits de l'Homme dit que le besoin d'une telle société pour protéger les libertés civiles s'est fait sentir surtout lorsque le gouvernement provincial adopta la loi "du cadenas". Il insista sur le fait que l'autorité, tant à Montréal que dans la province de Québec, "permet tout, absolument tout, même des parades de fascistes, sauf le droit de parler aux communistes".

"Le citoyen britannique, dit M. Calder, a le droit constitutionnel de dire ce qu'il pense, quand il le veut,

où il le désire. Et le citoyen britannique a aussi le droit de ne pas écouter. Ce sont deux droits que nous garantissons la constitution et il n'y a pas une seule loi qui permette de violer ces deux droits, sauf quand il y a sédition et diffamation.

**Réponse de M. Raynault**  
(Nous citons en partie le "Canada")

M. Desaulniers ayant rappelé que le maire a déjà déclaré qu'il était le maire de tout le monde.

"Oui", répond M. Raynault, "je défends et protège tout le monde; mais cela ne veut pas dire, que je sache, que je doive être communiste".

**M. Calder.** — Mais la majorité doit respecter les lois....

**M. Raynault.** — Les lois, les lois, oui, mais il y a des cas où il faut étirer un peu la loi. Ici, dans la province de Québec, nous ne voulons pas du communisme. Nous n'en voulons pas et nous n'en aurons pas.

"Ici au Canada", continue le maire "nous pouvons faire arrêter celui que tient un langage scandaleux sur la rue...."

"En vertu de quelle loi?" demande un délégué.

"Mais, riposte le maire, vous n'êtes pas pour me dire qu'il nous est défendu de prendre des moyens de prévenir une émeute. Quand il y a danger d'émeute, c'est un prétexte suffisant pour étirer la loi".

**M. Calder.** — M. le maire, dites-vous bien "prétexte légal"?

**M. Raynault:** Oui, c'est ce que j'ai dit et c'est ce que je veux dire. Les étudiants, en venant ici ont été le prétexte légal, car leur visite faisait écho aux protestations qui m'étaient venues de toutes parts, au téléphone par lettre.

M. Calder signale alors que, durant la période des vacances, il y eut deux meetings communistes à Montréal : l'assemblée du Dr. Béthune et le meeting du premier mai. Il n'y eut pas une seule protestation, ajouta-t-il. "C'est donc qu'il y en a quelques-uns qui organisent et influencent les étudiants de l'Université de Montréal, pour vous donner ce "prétexte légal", comme vous dites".

**M. Raynault:** Je maintiens le mot la population de Montréal ne veut pas du communisme....

**M. Calder:** Mais savez-vous ce que c'est que la doctrine communiste ?

**M. Raynault:** Les autorités religieuses l'ont condamnée, cela me suffit.

**M. Calder:** Qui, ça, les autorités religieuses ?

**M. Raynault:** Le Pape.

....**M. Calder:** Vous a-t-il dit que saint Thomas Morus prêchait cette doctrine, le premier de tous, en Angleterre ?

**M. Raynault:** Non, il ne m'a pas dit ça, mais, il a condamné la doctrine communiste, et je ne permettrai pas, en autant que je pourrai l'empêcher, que l'on prêche cette doctrine ici.

**Et le fascisme ?**

**M. Calder:** Et le fascisme ?

**M. Raynault:** Je suis en faveur de la démocratie, et, en conséquence il me semble, contre le fascisme.

**M. Calder:** Et vous dites que vous êtes contre le fascisme ? Mais, alors, pourquoi tolérez-vous les parades et les assemblées fascistes à Montréal ?

**M. Raynault:** Si le fascisme était dénoncé par nos autorités religieuses, je le combattrais comme je combats le communisme. Vous autres, vous défendez le communisme.

(Suite à la page 7)

# Abus.. toujours abus, contre nos libertés

**Arrestation de M. Boulanger distributeur bénévole de Clarté.**

Le 16 octobre, un constable appréhendait M. Donat Boulanger, demeurant à 553 rue Iberville, sous le prétexte que celui-ci distribuait des circulaires communistes.

M. Boulanger eut beau protester de son innocence et tenter de faire observer à l'agent qu'il outrepassait ses prérogatives, mais ce dernier, n'étant pas de nature conciliante, ne voulut rien admettre, et conduisit le malheureux au poste numéro deux. Là on modifia quelque peu l'accusation. Elle devint celle-ci : sollicitation sans permis !

Finalement, M. Boulanger fut conduit au Centre, et, à cet endroit, l'accusation qui pesait sur lui prit une nouvelle nuance. C'était maintenant : vente d'un journal (communiste) sans permis. Et ce journal, c'était "Clarté".

L'accusé comparut devant le juge Thoin et plaida non coupable. L'enquête fut remise au 25 suivant, c'est-à-dire à lundi dernier.

Au jour convenu, M. Boulanger se présenta devant le tribunal, afin de répondre à l'accusation d'avoir vendu "Clarté" sans permis.

Après avoir entendu la plainte, le juge demande au constable s'il a vu l'accusé vendre des journaux de porte en porte. Le policier répond qu'il ne l'a pas vu. Mais il déclare que l'inclupé vendait un journal communiste, rempli d'articles sur le 8e Congrès du Parti Communiste.

Là-dessus, M. Boulanger constate que presque tous les journaux de Montréal ont parlé de ce Congrès et que cela ne voulait pas nécessairement dire qu'ils étaient l'organe du Parti Communiste.

Au bout de quelques minutes d'interrogatoire, le juge trouve que les raisons alléguées ne sont pas suffisantes, et renvoie l'accusé en déclarant au policier qu'il peut se rendre passibles de poursuite en dédommagement pour arrêter ainsi un citoyen sans raison valable. "A l'avenir, conclut Son Honneur, je ne veux plus que de telles choses se répètent devant moi".

Voilà au moins un magistrat qui sait rendre justice de façon impartiale, et qui sait, de plus, tempérer le zèle trop ardent de certains policiers préposés au maintien du "bon ordre", et qui croient le faire en violant la loi....

**Notre journal "Clarté"**

Puisque nous parlons de Communisme, et que notre journal est en cause, nous tenons à dire ici, une fois encore, aux personnes dont le cerveau est ouvert, que "Clarté" n'est pas l'organe du Parti Communiste. Et cela en dépit de toutes les fausses raisons, qui ont pu le faire croire à certains esprits "atteints de crétinisme", selon l'expression à la mode du jour. (sans calembour)

Il est inutile de répéter que nous n'emargeons à aucune caisse politique. "Clarté" est un journal essentiellement ouvrier, créé par l'ouvrier et pour l'ouvrier.

Nous ne semons ni la haine ni la servitude de l'ouvrier avant tout, de comme le font certaines feuilles fascistes provocatrices. Nous ne soulevons pas la haine de race. Nous ne nous occupons pas de questions religieuses. Nous tendons la main à tout le monde. Nos colonnes sont ouvertes à tous sans exception.

Nos amis, ce sont les ouvriers. Les ouvriers ont créé "Clarté" et "Clarté" défend les ouvriers avec

courage et franchise.

Et, nous prévalant des libertés démocratiques de notre pays, nous entendons mener la lutte jusqu'au bout, en dépit des accusations malveillantes dont nous sommes l'objet.

Nous le répétons, nous sommes au service de l'ouvrier avant tout, de l'ouvrier abandonné, de l'ouvrier misérable, de l'ouvrier malheureux, peu important ses opinions politiques, peu importe l'étiquette dont il se pare. S'il souffre, s'il est malheureux, nous lui tendrons la main, une main honnête, franche et loyale, plus habituée à manier l'outil qu'à dépenser l'argent du peuple.

Et les nombreuses lettres que nous recevons chaque semaine de toutes les parties du Canada et des États-Unis nous prouvent que nos efforts sont reconnus. Car les ouvriers aiment "Clarté". Ils lisent notre journal avec plaisir. Ils s'y retrouvent, ils s'y reconnaissent. Car là où il y a de la misère, là où l'ouvrier est exploité et endure de mauvaises conditions, notre organe pénètre et apporte une lueur d'espoir. "Clarté" dénonce les patrons oppresseurs, met à jour leurs sordides machinations et révèle tous les abus, de quelque parti qu'ils viennent.

Alors quand un ouvrier se sent lésé dans ses droits ou qu'il est opprimé, que fait-il ? Immédiatement il s'adresse à "Clarté", le seul journal qui sympathise vraiment avec lui et qui publie son cri de détresse.

Et heureusement, il y a encore des gens intelligents dans notre province qui comprennent notre lutte, qui l'approuvent et qui l'admirent. Et ceci nous encourage à poursuivre notre but envers et contre tous : de meilleures conditions et de meilleurs salaires pour les ouvriers, et une forte Union dans toutes les usines.

G. D.

## Pour les petits d'Espagne

— \$5,000 pour un beau cadeau de Noël —

Le Comité National des "Amis du Bataillon Mackenzie-Papineau" 929 rue Bay Toronto, lance une campagne à travers le Dominion, dans le but de prélever la somme de \$5000.00 destinés à 1000 enfants espagnols.

Le Comité a l'intention de faire un cadeau de Noël à tous ces petits orphelins. Ce cadeau comprendra : une paire de chaussures, deux paires de bas, un gilet de laine, deux sous-vêtements, une paire de gants ainsi qu'un gros paquet de cigarettes, du tabac, des bonbons, un gâteau de Noël, du savon, des mouchoirs, etc.

A cet effet, le bureau national des "Amis du Bataillon Mackenzie-Papineau" va publier des formules de collection, des coupons et des pamphlets racontant la vie des Canadiens en Espagne. Et des cartes de Noël, aux dessins variés, seront bientôt mises en vente.

Différentes organisations locales seront priées de coopérer en sollicitant et en organisant des "tag-days" dans le but d'aider la campagne.

Le Comité National offrira de magnifiques prix aux groupes qui auront accompli le meilleur travail.

# LA VIE OUVRIERE

Mr. Evariste Dubé, recoit à nouveau son secours

## UNE VICTOIRE POUR LES CHOMEURS

Depuis neuf mois, la puissance réactionnaire à la tête de la province n'a cessé, par tous les moyens vicieux, d'enlever le pain et le lait à des milliers d'enfants, de mères de famille, d'hommes et de jeunes, sous prétexte qu'ils appartiennent à des catégories de gens qui n'ont pas droit au secours. Des centaines de veuves se sont vu enlever leur croûte de pain et celle de leurs enfants, sous prétexte qu'ils appartiennent à pas dans la catégorie des chômeurs. Dans la majorité des cas, leurs maris sont morts par accident à leur travail ou en s'épuisant, en contractant des maladies à l'intérieur de l'usine insalubre, donnant leur vie pour enrichir les millionnaires.

D'autres catégories de jeunes filles sans parents et de jeunes garçons, sous prétexte qu'ils peuvent trouver du travail, sont poussés, les unes, dans des maisons privées à un salaire de 25c par jour, les incitant ainsi à la prostitution; les autres sur des fermes à \$5.00 par mois, à manger du gros lard et de la mēlasse et ensuite, très souvent, à coucher à l'étable.

A d'autres catégories de femmes enfin on enlève le secours pour la raison que le mari est en prison, ou pour toutes sortes d'autres raisons, et on prive ainsi l'enfant et la mère, qui ne sont pas responsables des actes du père. Et les femmes séparées de leurs maris, séparation causée le plus souvent par raisons économiques, sont aussi victimes de ce dont elles ne sont pas responsables. Voici un cas, dont je ne mentionnerai pas nom de la victime. C'est une pauvre femme que son mari a quittée après avoir mis sa propre fille âgée de douze ans "en famille". Aujourd'hui ce criminel est en liberté et on refuse de secourir cette famille.

Et on refuse aussi leurs secours

à toutes les autres personnes qui ne pensent pas comme la clique de réactionnaires qui conduisent notre ville.

### Ils sont responsables

Ce sont eux qui sont responsables des milliers de petites victimes que l'on conduit à la Côte des Neiges chaque jour.

Ce sont eux qui sont responsables des jeunes gens tombés dans le banditisme et des jeunes filles plongées dans la prostitution. Ce sont eux qui sont responsables de la destruction des familles, où la mère doit travailler dans des usines ou bien vendre son corps parce que le gouvernement veut économiser. Et ensuite on se sert de l'argent économisé ainsi pour renforcer les mouchards et trahir les ouvriers.

Il est temps plus que jamais de nous unir afin de mettre un frein à ces attaques. Et je remercie la Fédération des Sans-Travail de la Province de Québec et toutes ses filiales, et même toutes les organisations du dehors, qui ont voulu s'occuper de ma cause. Car c'est grâce à cette solidarité, à ces lettres de protestations envoyées aux autorités si celles-ci sont revenues sur leur décision et que j'ai pu obtenir mon secours à nouveau. Cette victoire est une victoire pour les chômeurs, et pour tous ceux qui prennent à coeur les revendications des ouvriers.

Et j'affirme ici, que si l'on continue de m'allouer mon secours, ce n'est pas parce que j'ai changé d'idée, loin de là. Je continuerai la lutte, car je suis convaincu que la cause pour laquelle je combats est honnête et bonne. Car je lutte pour la classe ouvrière, pour la délivrance de son esclavage, pour lui procurer son pain et sa liberté.

Evariste DUBÉ.

## LES DROITS ET LES LIBERTES VIOLES A MONTREAL

(Suite de la page 6)

**M. Calder:** C'est faux et tendancieux, ce que vous dites-là, M. le maire, et vous ne le dites que parce que c'est faux et tendancieux.

**M. Raynault:** Mais où fixez-vous donc la limite à la liberté de parole? Si je fais taire un individu qui tient un langage obscène, allez-vous dire que je viole la liberté de parole?

**M. Calder:** Nous l'avons dit: la sédition, la diffamation et l'obsénité sont la limite.

**M. Raynault:** La population ne veut pas du communisme. C'est comme un langage obscène pour elle. Je vous le dis, nous n'en voulons pas.

**M. Desaulniers:** Il y a une loi prohibant les paroles obscènes, il n'y en a pas prohibant la parole aux communistes.

**M. Raynault:** C'est la même chose.

**M. Desaulniers:** C'est la première fois que j'entends un homme public dire que le communisme et l'obsénité c'est la même chose.

**M. Calder:** Pour tirer une conclusion de cet entretien, M. le maire,

je dois dire qu'aux Etats-Unis, notre société soeur a dû prendre la défense des hitlérists, des fascistes, des communistes, des intégralistes, des disciples de Jéhovah, des nègres".

"M. le maire avant de vous quitter, je vais vous donner un conseil. Prenez garde que lorsque vous vous serez assis sur toutes les soupapes, il ne se produise une explosion".

**M. Raynault:** "Quoi, vous ne croyez pas à la directive de l'autorité religieuse?"

**M. Calder:** Ne mêlons pas l'autorité religieuse à cette affaire. Mais ne confondez pas le droit de défendre une cause avec cette cause elle-même.

"Il y a tout un monde de différence entre le communisme et le droit de défendre la liberté de parole refusée aux communistes".

Là-dessus, la délégation se retire... et nous laissons nos lecteurs de bonne foi, à leurs commentaires sur "l'intelligence"... si nous pouvons dire... du premier magistrat de la première grande ville du Canada.

## La misère à Québec

Samedi dernier, ayant affaire à un brave citoyen, président d'une section de la Société St-Vincent de Paul de Québec, je me rendis à son bureau.

Pendant que nous causions, un jeune homme porteur d'une lettre de son curé, se présenta.

— Que puis-je faire pour vous? demande le président.

Alors, le jeune homme, maigre, suant la misère et la pauvreté, avec un regard perdu dans une vision de bien-être inaccessible, raconte son histoire d'un ton monotone et plaintif, qui rappelle celui du "Dies Irae".

Agé de 28 ans marié et père de trois enfants, il vient demander pour lui-même, deux paires de bas de laine et une paire de chaussures de travail. Et pour ses enfants, chacun une paire de bas de laine, car eux-ci ne peuvent sortir en raison du manque de vêtements chauds.

Journalier de son état, il travaille comme peintre quand il en a la chance. Présentement il ne travaille pas et vit des secours directs. De la mère pas un mot; pauvre femme! elle doit supporter sans doute presque tout le poids de cette misère, afin d'alléger les souffrances de ses enfants...

J'écoute attentivement, le coeur serré et les poings encore plus serrés.

Le président écrit un ordre pour bas et chaussures, puis il le donne à ce pauvre homme.

### Quelques réflexions

Nous nous trouvons en présence d'un cas de misère dont les victimes sont deux adultes et trois jeunes enfants: manque de vêtements chauds, sous-alimentation et logement insalubre. Si ce cas était exceptionnel. Mais non! Des milliers de travailleurs se trouvent dans des conditions analogues. Car tous les jours des femmes, des hommes et des enfants viennent faire des demandes semblables au président. Celui-ci fait tout ce qu'il peut, mais cela se résume à pas grand-chose.

Travailleurs, vous serez peut-être vous-même dans ces conditions un jour, si vous ne luttez pas pour votre bien-être et celui de votre famille.

TRAVAILLEURS,  
UNISSEZ-VOUS!  
CEM.

## Appel des Vétérans Canadiens

### La guerre de 1914-18

La guerre de 1914-18 était, dit-on, pour mettre fin à toutes les guerres, et maintenir la démocratie en notre pays.

Des milliers de soldats, morts au cours de cette guerre, n'en ont pas vu les résultats néfastes. Mais nous qui les connaissons bien, nous vous demandons: Etes-vous satisfaits, Vétérans?

Ceux qui sont morts ont tout sacrifié pour la paix, la démocratie et leur pays. Est-ce qu'on a tenu parole envers eux? Nullement!

Nous avons dormi durant vingt ans, et ceux qui se réveillent aujourd'hui demandent à tous leurs compagnons des tranchées de rejoindre le Conseil pour le Bonus des Vétérans Canadiens (une organisation exemptée de toute contribution) afin de continuer à lutter pour la paix, la démocratie et pour un pays où il est possible de vivre convenablement.

Vétérans, groupons-nous! Notre pays a besoin de nous. Allons, tous ensemble!

### Le bonus

Voici trois raisons qui justifient les revendications des Vétérans:

Première: Un plus grand pouvoir d'achat de la part du Vétéran, augmentant, de ce fait, le commerce en général.

Deuxième: Le Vétéran mérite une compensation pour les déficiences dont il souffre, et qui ne lui permettent pas de lutter pour son pain avec le même avantage que ses concitoyens.

Troisième: Pendant qu'il y a quelques pensionnaires qui reçoivent plus qu'ils ne méritent, des milliers d'autres Vétérans ne reçoivent rien du tout bien qu'ils soient inaptes aux travaux manuels trop ardues.

Si les Vétérans n'obtiennent pas leur bonus, c'est parce qu'ils n'auront pas travaillé aussi fort que les officiers du Conseil. Car la tâche à accomplir demande l'enthousiasme et l'esprit de corps qui valurent leur bon renom aux Canadiens durant la dernière guerre.

Vétérans, montrez que cet esprit est plus vivant que jamais, en dépit des années qui ont amoindri votre vigueur physique!

## LES CHOMEURS DE ST-BONIFACE, MAN.

### et leurs misères

Les chômeurs de Montréal et de la Province ne sont pas dans une situation très brillante. Ils sont en butte à toutes les privations de la pauvreté, et la maigre pitance qu'ils reçoivent chaque semaine les maintient dans un état en quelque sorte léthargique, qui les empêche de mourir de faim tout en leur enlevant l'énergie nécessaire à la lutte pour la vie.

Et bien, si pénible que soit la situation de "nos" chômeurs, il est d'autres chômeurs dans d'autres provinces dont le sort est encore plus misérable.

A cet égard, un correspondant de St-Boniface, Man., nous fait parvenir une lettre décrivant la misère des secourus de cette ville. Il déclare qu'il envie les chômeurs de Montréal et de Verdun, qui eux au moins reçoivent de l'argent, "tandis que nous ne recevons qu'un bon

d'une piastre et quarante quatre par semaine".

Ce bon est distribué une fois par mois. Ce qui fait que chaque chômeur reçoit 4 bons formant un total de \$5.75. Ces bons se répartissent comme suit:

\$3.00 pour l'épicerie; \$1.30 pour la viande; \$0.66 pour 12 pains, et \$0.80 pour 14 pintes de lait.

Remarquez bien que cela constitue la ration d'un mois!

Et à la fin de l'année dernière, la ville se vantait d'avoir réalisé pour \$12,000.00 d'économies. Mais ces économies ont été réalisées aux dépens de la population. C'est elle qui en souffre, c'est elle qui en est la victime comme toujours!

Cet état de chose démontre bien les cruelles anomalies de notre système social actuel. Il démontre en plus jusqu'à quel point peuvent aller l'égoïsme et le despotisme d'une classe d'individus.

## L'Assemblée du 20<sup>me</sup> Anniversaire Soviétique interdite

LA PROTESTATION DES ESPRITS LIBRES EST UNANIME

### Les A. U. S. en délégation auprès du maire.

La délégation des "Amis de l'Union Soviétique" composée de sept membres s'est rendue auprès du Maire de Montréal au sujet de son assemblée du 29 octobre, que les autorités veulent contremander.

M. Louis Kon, le porte-parole de la délégation, exposa clairement le but de sa visite, puis la discussion commença sur un ton animé mais très poli.

M. Kon demanda au maire la raison de son refus du droit de tenir l'assemblée à l'Aréna Mont-Royal.

La seule raison que le maire put trouver, c'est que les A. U. S. étaient des propagandistes communistes et que, comme maire de Montréal, il devait s'opposer à toute propagande soviétique.

M. Kon tenta en vain de faire comprendre au maire que la Société des "Amis de l'Union Soviétique" poursuivait un tout autre but : celui de faire connaître à la population, les activités générales d'un pays qui joue un rôle très important dans la politique mondiale et qui est un puissant facteur pour le maintien de la paix.

M. le maire ne voulut rien comprendre et il demanda à M. Kon quel était son pays d'origine. — "Je suis originaire de Russie, mais j'habite le Canada depuis trente ans et

je suis naturalisé sujet Canadien depuis vingt-sept ans, et par mon travail j'ai aidé tout autant que n'importe qui au développement économique du pays".

Voilà qui ne plut pas au Maire. Il dit à M. Kon que s'il n'était pas content, il n'avait qu'à retourner dans son pays. Et le Maire ajouta qu'il ne se laisserait pas dicter sa ligne de conduite par un étranger.

Mais voilà que dans la délégation il n'y avait pas que des supposés étrangers et les six autres délégués étaient bien des Canadiens-Français. C'était assez embêtant pour le maire. Pour se tirer d'embarras il demanda à chacun ce qu'il représentait.

— "Nous ne sommes pas venus au nom de personne en particulier, répondirent les délégués, mais au nom des gens, qui comme nous, veulent connaître l'Union Soviétique, et ils sont nombreux car nous avons déjà tenu des assemblées de plusieurs milliers de personnes".

Voyant qu'il ne servait à rien de raisonner avec le maire, la délégation se retira.

Mais les choses n'en resteront pas là. Les A. U. S., organisation belle et bien légale, prendront des procédures contre la ville pour obtenir justice. Et le droit de parole reconnu dans un pays démocratique devra désormais être mis en pratique.

Marcel.

## Grève à Rouyn

### A la O'Connell Construction Co.

Fatigués d'endurer les mauvaises conditions qu'on leur imposait, les ouvriers travaillant à la construction de la route Rouyn-Arthfield, ont déclaré une grève spontanée.

La O'Connell Construction Co. à qui on a confié le contrat pour la construction de ce chemin, agissait envers ses ouvriers de la façon la plus oppressive.

Les ouvriers ne recevaient que trente cents de l'heure. Et il leur fallait payer leur pension ainsi que le logement. En un mot, la situation de ces ouvriers était intolérable.

La majorité des grévistes sont des colons canadiens-français.

### Un Comité est formé.

A une assemblée des grévistes, tenue à Rouyn, un Comité s'est formé afin de présenter les revendications des ouvriers au gouvernement de Québec. Ce Comité se compose comme suit :

Président, Lawrence Renan ; secrétaire-trésorier, Donat Potvin ; délégué, S. Youe.

### Demandes des grévistes

Les grévistes exigent les demandes suivantes : réinstallation de M. L. Kernan comme contremaître ; une augmentation de salaire de cinq cents de l'heure ; et la journée de neuf heures au lieu de dix heures.

Ces demandes sont très légitimes, et l'on ne pourra certes pas taxer ces ouvriers d'exigence démesurée.

Et, comme bien l'on pense, ces gens qui ont été assez courageux pour déclarer cette grève, sont dans une situation des plus précaires à la suite de leur décision. Ils n'ont aucun autre moyen de subsistance que l'aide bénévole de leurs frères ouvriers.

Alors nous demandons ici à toutes les personnes qui voudraient leur venir en aide de s'adresser au secrétaire, M. Donat Potvin, Boîte Postale 148, Rouyn, P. Q.

## F.-X. POIRIER PARLERA VENDREDI PROCHAIN

Neuf cents Canadiens sont en ce moment dans les tranchées d'Espagne aidant le peuple Espagnol à défendre sa liberté contre les troupes fascistes de Franco d'Hitler et de Mussolini... Ces Canadiens sont allés la-bas prêts à combattre jusqu'au bout, prêts à donner leur vie pour sauver la démocratie, parce qu'ils comprennent qu'en faisant leur part pour vaincre le fascisme en Espagne ils continuent à assurer la préservation de la démocratie mondiale.

Un de ces braves Canadiens, qui a passé 8 mois sur les champs de bataille espagnols, est de retour parmi nous, et nous parlera vendredi soir prochain, de sa vie dans les tranchées, de l'héroïsme et du courage du peuple espagnol dans sa lutte contre les hordes fascistes de Franco de Hitler et de Mussolini.

Venez en foule entendre F. X. Poirier, —  
Vendredi le 5 novembre à 8.30 p.m.  
4465 rue St. Laurent.

## Grande Assemblée des Sans- Travail au Marché St-Jacques

Dimanche le 31 octobre, à 2 heures de l'après-midi, aura lieu une grande assemblée au Marché St-Jacques, coin Ontario et Amherst.

Le but de cette assemblée est de soumettre aux autorités le programme de la Fédération des Sans-Travail de la Province de Québec.

Les principaux orateurs seront MM R.-L. Calder, C. R. Harvey Murphy, président de la Fédération, H. Desaulniers, de la Ligue des Droits de l'Homme ; C. Perry, et N. Nadeau, organisateurs de la Fédération, et Mlle Sheridan du Conseil de l'Aide Ouvrière de la C. C. F.

**VEZ TOUS REVENDIQUER VOS DROITS !**

... "Clarté" est imprimée aux ateliers de la Old Rose Printing Co., 4083 St-Laurent, Montréal, et publiée par "Clarté Enregistrée".

## Descente de la police provinciale au Local 375 des Débardeurs

Jeudi le 22 octobre dernier, à 5 heures et 15 du soir, la police provinciale, aidée d'une escouade d'agents municipaux a pénétré à l'intérieur du local 375 des débardeurs, situé à 337 rue Notre-Dame est. Et là les constables ont tout saccagé, enlevant même les calendriers sur les murs. Puis ils ont transporté plusieurs objets à l'hôtel de ville.

Nous ne connaissons par encore la raison de ce vandalisme de la part des autorités. Mais ce que nous savons très bien, par exemple, c'est que, il y a trois semaines, M. Bogue, secrétaire de l'Union a été arrêté pour détournement de fonds. Il est actuellement en liberté sous caution. MM St-Pierre et Labelle respectivement président et agent d'affaires de l'Union sont partis en voyage à New York. Et plusieurs autres officiers ont quitté la place. Ce qui prouve que ces hommes se soucient fort peu des ouvriers dont ils sont chargés de défendre les intérêts.

Le temps est venu, nous semblait-il, de chasser ces traîtres, et de placer des hommes vraiment conscieusement, et qui ne s'occuperont que du seul intérêt des ouvriers dont les intérêts seront commis à leur garde.

E. Dubé.

## ASSOCIATION DES SANS- TRAVAIL DE CREMAZIE

L'Association des Sans-Travail de Crémazie a tenu son assemblée régulière jeudi dernier, le 21 octobre à 1646 rue De Bullion.

Un auditoire nombreux est venu entendre M. Ouellette, qui revient d'une convention aux États-Unis. M. Ouellette parla de la question des secours directs en ce pays. Il compara la somme que reçoivent les sans-travail américains avec la maigre pitance que l'on alloue à nos chômeurs.

Plusieurs nouveaux membres furent initiés.

Au cours de cette même assemblée, l'Association protesta énergiquement contre le geste d'un employé de la Commission du Chômage, un M. Paul Cartier, lequel ne veut pas se donner la peine de lire les lettres de l'Association, ni même celles de M. A. Raynault. L'on conclut qu'un tel employé devait être destitué.

### Euchre

Vendredi soir prochain aura lieu le grand Euchre au profit de l'Association. Un prix de présence, un prix de consolation et de nombreux autres prix seront distribués. Qu'on ne manque pas d'y assister, car les amateurs de cartes s'y amuseront beaucoup, nous n'en doutons pas.

J. A. Falardeau, Secrétaire.

## Les Livres...

(Suite de la page 4)  
construisent le socialisme.

Ostrovski apprit la grammaire, puis la littérature classique. Il termina avec succès le premier cours par correspondance de l'Université Communiste. Ensuite, il se mit à écrire un livre, un récit sur la division Kotovski.

Son livre terminé, il l'envoya aux anciens combattants de la division Kotovski, pour connaître leur opinion. La poste aida l'écrivain paralysé, comme elle le put ; elle égara à tout jamais le manuscrit. Ostrovski, manquant d'expérience, n'avait pas pris de copie ! Un labeur de six mois perdu !

## CONVOICATIONS

### A. U. S.

LE DIMANCHE après-midi  
7 NOVEMBRE 1937, à 2.30 P. M.  
GRANDE SALLE DES  
DEBARDEURS

525 rue Bon Secours  
GRANDE CONFERENCE  
PUBLIQUE  
"MON VOYAGE EN U. R. S. S."  
par JEAN PERON  
— ENTREE LIBRE —

ASSOCIATION DES SANS-  
TRAVAIL DE CREMAZIE  
Le bureau des plaintes, situé à  
254 Stet-Catherine Est, chambre 9,  
est ouvert tous les jours de 10 heures de l'avant midi à 5 heures du soir.

Assemblée tous les Vendredis soirs  
à 8 heures à 1646 rue De Bullion, au  
3<sup>e</sup> étage.

COMITE DES SANS-TRAVAIL  
DE ST. JEAN-BAPTISTE  
Le bureau des plaintes du Comité  
des Sans-Travail de St-Jean-Baptiste  
situé à 4456 St. Laurent est ouvert  
tous les jours, de 9 heures de l'avant  
midi à 5 heures du soir.

Tous les chômeurs, victimes d'une  
situation litigieuse, sont cordialement  
invités à venir nous confier  
leurs griefs.

Grande assemblée vendredi soir à  
8 heures, à 4465 Saint-Laurent. Les  
petits propriétaires et les marchands  
sont cordialement invités.

OUVRIERS UNIS DE L'EST  
...Assemblées régulières tous les mardis  
soirs à 2073 rue Joliette.  
Le bureau des plaintes, situé à  
l'adresse ci-dessus, est ouvert tous  
les jours de 1 heure à 5 heures de  
l'après-midi.

VILLE - MARIE ET  
SAINT - JACQUES  
Les assemblées de l'Association  
des chômeurs de St-Jacques et de  
Ville-Marie auront lieu tous les mardis  
soirs à 8 heures pour les hommes,  
et le jeudi soir, à la même heure,  
pour les femmes.  
Il y aura aussi des conférences  
tous les jeudis après-midi à 2 heures,  
1650 Dorchester E.

OUVRIERS UNIS DE MONCALM  
Assemblée régulière chaque  
vendredi soir à 6675 rue Marquette.  
Le bureau des plaintes est ouvert  
tous les jours de 9 heures de l'avant-  
midi à 5 heures du soir.

Qu'arriva-t-il alors ? Ostrovski recommença tout. Il a un autre livre en tête sur un autre sujet. Et il exécute son projet. Il écrit le roman ; "Et l'Acier fut Trempe". Ce livre fut publié sans aucune protection. Ce ne sont pas les critiques littéraires qui lui prindrent le succès, ni les réclames bruyantes des journaux, mais c'est le lecteur qui s'est emparé de son livre et qui en a dévoré les éditions successives.

Des livres comme celui d'Ostrovski apportent aux lecteurs, aux hommes, un stimulant fraternel. L'Exemple est d'autant plus noble que nous savons qu'Ostrovski — cette "Torche d'action" comme l'appelle Romain Rolland dans une émouvante préface à la traduction d'"Et l'Acier fut Trempe" — désirait compléter son livre. Et il avait choisi pour titre à cette suite une formule significative : "Le Bonheur de Kortchaguine".

Oriadine.  
"Et l'Acier fut Trempe" — Roman par Nicolas Ostrovski — Un volume. Modern Book Shop, 3536 Avenue du Parc, Montréal.